

Le 22 janvier 2019

N/Réf. : 18-12/044-C

Objet : Transmission des documents - Demande d'accès à l'information

Monsieur,

Nous avons bien reçu votre chèque de 26,18 \$; lequel représente les frais de reproduction des documents qui vous sont accessibles dans le cadre de votre demande d'accès à l'information.

Vous trouverez donc ci-joint une copie de ces documents. La facture afférente dûment acquittée vous sera transmise sous pli séparé sous peu.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La responsable de l'accès à l'information,

Original signé

Diane Barry

p. j.

Le 16 janvier 2019

N/Réf. : 18-12/044-C

Objet : Décision - Demande d'accès à l'information

Monsieur,

Nous avons le plaisir de donner suite à votre demande d'accès à l'information reçue le 27 décembre 2018.

Nous vous ferons parvenir une copie de tous les documents qui vous sont accessibles sur réception d'un chèque fait à l'ordre du ministre des Finances. Ces frais vous sont imposés conformément au Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1, r. 3). Vous trouverez ci-joint une liste des documents ainsi que leurs coûts établis en vertu de l'article 11 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1), ci-après Loi sur l'accès.

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez en pièce jointe une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La responsable de l'accès à l'information,

Original signé

Diane Barry

p. j.

LISTE DES DOCUMENTS - N/RÉF. : 18-12/044-C

Documents	Nombre de pages	Coût (\$) 0,39\$/page
Nombre de baux, Ministère de l'énergie et des Ressources naturelles	1	0,39
Nombre de baux, MRC	9	3,51
Localisation des baux (riverain, semi ou non)	9	3,51
Revenu 2010-2011	5	1,95
Revenu 2011-2012	7	2,73
Revenu 2012-2013	8	3,12
Revenu 2013-2014	8	3,12
Revenu 2014-2015	10	3,90
Revenu 2015-2016	10	3,90
Revenu 2016-2017	10	3,90
Revenu 2017-2018	10	3,90
Sous-total	87	33,93 \$
Franchise	S/O	(7,75)
TOTAL	87	26,18 \$

AVIS DE RECOURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

L'article 136 de la Loi prévoit qu'un tiers ayant présenté des observations peut, dans les quinze jours qui suivent la date de la mise à la poste de l'avis l'informant de la décision de donner accès à tout ou partie du document, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit ; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec

525, boulevard René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone : 418 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

Montréal

500, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 18.200
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Téléphone : (514) 873-4196
Télécopieur : (514) 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135) ou, pour un tiers ayant présenté des observations, dans les quinze jours qui suivent la date de la mise à la poste de l'avis l'informant de la décision de donner accès à tout ou partie du document (art. 136).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).